

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/RL/W/43  
24 janvier 2003

(03-0395)

Groupe de négociation sur les règles

Original: anglais

## OBSERVATIONS DE L'AUSTRALIE SUR LE DOCUMENT DES ÉTATS-UNIS INTITULÉ "PROCÉDURES D'ENQUÊTE PRÉVUES PAR L'ACCORD ANTIDUMPING ET L'ACCORD SUR LES SUBVENTIONS" (TN/RL/W/35)

### Communication de l'Australie

L'Australie se félicite de la communication des États-Unis (document TN/RL/W/35) qui soulève plusieurs questions à examiner plus avant, au sujet des procédures d'enquête en matière de droits antidumping et de droits compensateurs. L'Australie attend avec intérêt d'autres communications développant ces questions. Elle formule quelques observations préliminaires sur certains domaines de discussion identifiés et pose quelques questions spécifiques.

### Mise à disposition des renseignements pertinents par les autorités nationales

L'Australie convient qu'il est important de ménager en temps utile aux parties intéressées la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements non confidentiels utilisés par les autorités dans les enquêtes. L'Australie tient un dossier public d'une enquête ou d'un réexamen qui contient le texte de toutes les communications non confidentielles des parties intéressées, l'exposé des faits essentiels préparé concernant l'enquête ou le réexamen, et le texte de toute la correspondance pertinente pour ce qui est de l'enquête.

S'agissant de l'article 6.4 de l'Accord antidumping et de l'article 12.3 de l'Accord SMC, les États-Unis notent qu'il n'y a aucune définition de l'expression "en temps utile" concernant cette possibilité ménagée aux parties intéressées. Quel est, de l'avis des États-Unis, le sens implicite ou la pertinence de l'expression "chaque fois que cela sera réalisable" au regard de l'expression "en temps utile ... la possibilité" figurant à l'article 6.4 de l'Accord antidumping et à l'article 12.3 de l'Accord SMC?

Quelle est, de l'avis des États-Unis, la portée de "tous les renseignements pertinents pour la présentation de leurs dossiers, qui ne seraient pas confidentiels aux termes du paragraphe 5 et que les autorités utilisent dans leur enquête antidumping", visés à l'article 6.4 de l'Accord antidumping? Les renseignements non confidentiels mis à disposition comprendraient-ils, par exemple, les renseignements que les autorités chargées de l'enquête examinent lors de la détermination de l'existence d'un dommage?

### Suffisamment de détails dans les déterminations

L'Australie convient que les déterminations devraient être suffisamment détaillées pour être conformes aux prescriptions énoncées à l'article 12 de l'Accord antidumping et à l'article 22 de l'Accord SMC.

Les États-Unis notent que l'article 12.2.1 iii) de l'Accord antidumping "dispose que l'avis au public devrait donner, entre autres, une explication des raisons du choix de la méthodologie utilisée pour déterminer la marge de dumping, mais il n'exige pas d'explication quant à la méthodologie proprement dite". Comme l'article 12.2.1 de l'Accord antidumping dispose que "des explications suffisamment détaillées, sur les déterminations préliminaires de l'existence d'un dumping et d'un dommage" seront données, les États-Unis estiment-ils que les "considérations se rapportant à la détermination de l'existence d'un dommage" visées à l'article 12.2.1 iv) de l'Accord antidumping devraient comprendre la divulgation ou l'explication de la méthode de calcul utilisée pour la détermination de l'existence d'un dommage? Quels facteurs devraient être divulgués?

#### Déroulement des vérifications

Au deuxième paragraphe de cette section, les États-Unis notent que "les Accords n'exigent pas que les intéressés soient avisés avant la vérification". Les États-Unis pourraient-ils préciser ce qu'ils entendent par "avant la vérification"? Quel lien les États-Unis établissent-ils entre cette question et l'Annexe I de l'Accord antidumping et la disposition de l'article 6.7 de l'Accord antidumping/12.6 de l'Accord SMC qui prévoit que les autorités pourront procéder à des enquêtes de vérification "à condition d'obtenir l'accord des entreprises concernées et d'en aviser les représentants du gouvernement du Membre en question"?

#### Protection et divulgation des renseignements confidentiels

L'Australie estime que la question de la confidentialité des renseignements mérite une discussion spécifique. Cette question fait l'objet d'un document distinct dans lequel sont exposées en détail des vues sur le traitement des renseignements confidentiels et non confidentiels.

---